

RWANDA:

PURIFICATION ETHNIQUE A LA YUGOSLAVE

Au mois de mars 1992, l'ex-parti unique du président J. Habyarimana, le MRND, et ses milices INTERAHAMWE, mettaient à feu et à sang la région du Bugesera. Comme toute expédition militaire digne de ce nom, cette mission portait son nom de code: "opération hirondelle". Cette folie meurtrière de "purification ethnique" est devenue une pratique habituelle du parti du président, le MRND et ses milices INTERAHAMWE depuis octobre 1990. Point n'est besoin de rappeler le cas de Kibilira, le charnier de Nasho, le génocide des Bagogwe, le massacre des Bahima, etc...

En août 1992, c'était au tour de la préfecture de Kibuye, à l'ouest du Rwanda, d'être ensanglantée par le MRND et ses milices, particulièrement les communes de GISHYITA et de RWAMATAMU. A l'instar du Bugesera, les massacres étaient conduits par les autorités militaires et politiques dont notamment le lieutenant BIZUMUREMYI, commandant de la gendarmerie de Kibuye qui avait installé son quartier général à moins de deux kilomètres des lieux du drame. Le rôle de la gendarmerie et de la police communale était de refouler les fuyards vers leurs bourreaux. Les autorités politiques locales sont à l'origine de ces massacres. Dans la commune de GISHYITA, c'est le bourgmestre lui-même, M. NTAMATUNGIRO Simon et le conseiller du secteur Gishyita, M. MUHAYIMANA Mika qui sont les principaux artisans de cette folie meurtrière. Dans la commune de RWAMATAMU, c'est l'ancien bourgmestre de cette commune, M. NTAHOMVUKIYE André et son frère instituteur, M. GASHIRABAKE Christophe qui ont été les instigateurs des massacres.

Le bilan de cette tragédie est très mal connu à cause du silence délibéré des autorités du pays. Et comme d'habitude, aucune enquête officielle ne sera menée pour établir les responsabilités et un bilan exact. Par conséquent, on est contraint de se fier aux témoignages oculaires. Ces derniers faisaient état d'une vingtaine de morts et de nombreux blessés dans un état fort préoccupant. Le nombre de réfugiés oscillait entre 1500 et 5000 personnes selon les témoignages. Cette dispersion des estimations traduit certes l'incertitude de ces témoignages, mais n'en exprime pas moins la tragédie.

Le rôle de la France dans cette spirale de violence meurtrière n'est pas à sous-estimer. La France a surarmé le régime du général-président J. Habyarimana à tel point que les grenades, les karashnikov et autres équipements militaires sont vendus au grand jour à des prix dérisoires dans l'ensemble du pays (1). Le monde entier, la France en tête, a condamné à juste titre la purification ethnique en Bosnie-Herzégovine. En même temps la France soutient sans compter le dictateur Habyarimana dont la philosophie politique a toujours été la ségrégation ethnico-régionale. Aujourd'hui cette philosophie se traduit par la purification ethnique. Les exemples récents du Bugesera et de Kibuye en sont une illustration éloquente.

Quand les forces du Front patriotique rwandais (FPR) ont occupé la ville de Byumba, la France a dépêché 150 soldats supplémentaires au Rwanda, toujours en mission humanitaire. Ces missionnaires en uniforme se sont rendus à Byumba "pour voir et être vus" (2) alors qu'ils ne se sont jamais montrés au Bugesera, situé à peine à une trentaine de kilomètres au sud de Kigali, et pas davantage à Kibuye. L'explication se résume en une phrase: "le soutien constant de Paris depuis le début de la guerre civile rwandaise, fait apparaître le régime de Juvénal Habyarimana comme "protectorat" de l'Elysée où ce minuscule pays de l'Afrique de l'Est est spécialement "suivi" par le général Huchon" (3).

La gendarmerie rwandaise est formée et encadrée par la France depuis plusieurs années. Après l'éclatement de la guerre civile en octobre 1990, cette gendarmerie est spécialement formée pour la sécurité urbaine. Force est de constater que ces gendarmes, avec la bénédiction du MRND et son président J. Habyarimana, ne font qu'endeuilier le Rwanda, et leurs instructeurs ne semblent guère s'en émouvoir. Par ailleurs, il est difficile de ne pas voir une relation étroite entre l'activisme de cette gendarmerie depuis octobre 1990, particulièrement sa section de criminologie, et la société IRIS de l'ancien commissaire de la DST, M. Pierre-Yves Guilleron. IRIS est une des multiples sociétés qui prolifèrent dans le tiers-monde, particulièrement en Afrique, où se recrutent les agents de la sécurité rapprochée des chefs d'Etat en délicatesse avec leurs populations. "Pierre-Yves Guilleron conseille le président rwandais J. Habyarimana, qui a pris récemment à ses côtés un ancien membre du groupe de la sécurité présidentielle de François Mitterrand" (4).

Nous venons d'apprendre que depuis au moins trois semaines, l'aéroport de Kigali est interdit au public. Les parents ou amis qui accueillent ou accompagnent un passager doivent s'arrêter à deux kilomètres de l'aéroport. On redoute ce qui se trame derrière cette interdiction et ce n'est certainement pas de nature à apaiser le pays quand on sait que c'est le président lui-même qui est à l'origine de l'interruption des pourparlers de paix d'Arusha.


Antoine Balikungeli

(1) Hamza Kaïdi, *Jeune Afrique*, No 1644 du 9 au 15 juillet 1992

(2) Stephen Smith, *Libération*, 11.6.1992

(3) Stephen Smith, *Libération*, 14.7.1992

(4) Stephen Smith et Antoine Glaser, *Ces Messieurs Afrique. Le Paris-Village du continent noir*, Calman-Lévy, 1992